

Les voisins vigilants, ou comment promouvoir la délation

Écrit par Gabriel Amard, Président de la Gauche par l'Exemple
Lundi, 09 Septembre 2013 09:30

Le jeudi 12 septembre, l'émission Envoyé spécial traitera du programme des « voisins vigilants », renommé « participation citoyenne », qui fleurit un peu partout sur l'hexagone. Une occasion pour les militants du Parti de Gauche autour de notre co-secrétaire PG 11 Odile CAROL et de la Gauche anticapitaliste avec le camarade Bernard Dauphiné de dénoncer dans cette émission une politique de délation contraire aux principes républicains.

Inspirés des politiques anglo-saxonnes (« neighborhood watch »), les « voisins vigilants » sont un programme initié par l'ancien ministre de l'Intérieur Claude Guéant et continué par l'actuel locataire de la place Beauvau, Manuel Valls. Dans une circulaire du 22 juin 2011, l'ex-bras droit de Nicolas Sarkozy invite les préfets à étendre cette politique.

C'est dans les communes rurales ou dans les zones pavillonnaires, où le taux de personnes âgées et de vote Front National sont élevés, que sont mis en place de telles pratiques. Sur les territoires de gendarmerie, les maires peuvent créer des réseaux de « voisins vigilants », qui comprennent des correspondants de rue et des coordinateurs. Ce sont souvent des personnes inactives en journées, des retraités, qui souhaitent « protéger » leurs voisins des cambriolages et violences en toutes sortes. Dès qu'ils suspectent un fait étrange - une voiture qui repasse plusieurs fois dans la même rue, des démarcheurs un peu trop insistants ou même se rendent compte de flagrants délits -, les correspondants de rue alertent les coordinateurs, qui eux-même appellent la gendarmerie. Un manuel proposé par la mairie PS de Villemoustaussou (Aude) indique les bons gestes : il faut connaître ses voisins, ne pas intervenir en cas de flagrants délits, signifier l'apparence des suspects (vêtements, couleur de peau, etc...) ou noter les plaques d'immatriculation des voitures. Les quartiers où existe un tel dispositif sont indiqués à leur entrée par un panneau : fond jaune, œil grand ouvert, terrifiant mélange de Loft Story et 1984 ! On vous regarde, on vous surveille, alors pas de comportements suspects !

Le Parti de Gauche s'oppose catégoriquement à une telle politique !

L'efficacité du programme reste à prouver : si le sentiment d'insécurité baisse, les gendarmes concèdent que rien n'indique une réduction des actes de délinquance et des cambriolages. Pire, ce programme est un réel aveu d'échec de la politique de sécurité de Sarkozy puis de Valls ! La réduction des effectifs de police et de gendarmerie est la cause réelle des « voisins vigilants » ! Au point que certains volontaires bénéficieront du statut, et l'expression est parlante, de « collaborateur occasionnel du service public » prévu dans la loi Loppsi de mars 2011 et recevront en conséquence des indemnités ! Des fonctionnaires délateurs quoi !

La circulaire Guéant et le manuel sont pétris de bon sentiments, d'appels à la solidarité, la fraternité, au combat contre l'individualisme. On appelle même ça la « participation citoyenne » ! Ou comment dire quelque chose en le nommant par son contraire... On se moque de nous ! Surveiller son voisin et être prêt dénoncer n'importe quelle personne qu'on juge suspecte, c'est cela la fraternité ! Nous avons une idée autrement différente de la solidarité ! Pourquoi ne pas

Les voisins vigilants, ou comment promouvoir la délation

Écrit par Gabriel Amard, Président de la Gauche par l'Exemple
Lundi, 09 Septembre 2013 09:30

inciter à devenir bénévoles d'associations culturelles, sociales, sportives ou caritatives ? Pourquoi ne pas éveiller le sens civique en appelant à se syndiquer, à militer dans des partis politiques ou des ONG ? Non ce n'est pas une politique de solidarité. C'est une politique qui exacerbe la peur de l'autre et le sentiment d'insécurité ! En faisant croire que chacun est en danger, on réveille les plus bas instincts, contraires à l'idée de communauté politique ! La suspicion n'est pas bonne pour le vivre-ensemble.

Mais le plus grave est que cette atmosphère de délation peut mener à la constitution de milices privées spontanées, incontrôlables, comme elles se développent déjà dans certains pays européens (Grèce, Russie). Et pour que la justice devienne vengeance et lynchage arbitraire, il n'y a qu'un pas ! Dans le Bas-Rhin, les préfets se sont heurtés à la réticence des habitants, qui se rappellent les sombres heures de notre histoire.

Vidéo-surveillance, armement lourd de la police qui n'a qu'une fonction d'intervention, voisins vigilants... autrement dit surveillance, répression, délation voilà la société qu'on nous prépare sous couvert de solidarité ! Ces thèmes et ces formules de l'extrême droite disloquent notre pacte républicain et social et génèrent la discorde dans la cité !